

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Jeunes et politiciens : entretiens mis en forme

Dans Echos de Saint-Maurice, 1998, tome 93b, p. 36-41

© Abbaye de Saint-Maurice 2014

Jeunes et politiciens

Dans le cadre de ce numéro consacré principalement au thème de la politique, notre équipe rédactionnelle a jugé opportun de poser quelques questions à trois jeunes impliqués dans ce domaine à des degrés divers et dans des familles politiques différentes.

Entretiens mis en forme par Benjamin Revaz et Yves Fournier

Xavier Lavanchy, 28 ans, maturité latin-sciences au Collège de l'Abbaye en 1990, est avocat-notaire stagiaire; membre du PDC, il est conseiller général à Saint-Maurice.

Jérôme Meizoz, 30 ans, maturité littéraire au Collège de l'Abbaye en 1987, est chargé de cours à l'université de Zurich et critique littéraire; député-suppléant socialiste au Grand Conseil valaisan, il réside à Vernayaz et à Zurich.

Damien Revaz, 24 ans, maturité littéraire au Collège de l'Abbaye en 1993, est avocat-notaire stagiaire; membre du PRD, il est conseiller général à Saint-Maurice.

Tous trois ont gracieusement répondu à notre invitation et nous les en remercions.

L'intérêt que les jeunes portent à la politique est généralement faible; les jeunes gens impliqués en politique sont un peu l'exception qui confirme la règle. D'après vous d'où vient ce désintérêt? Que proposez-vous pour remédier à cet état de choses?

X. Lavanchy: De manière sommaire, j'attribue ce désintérêt des jeunes pour la politique à trois facteurs principalement. Le premier est la multiplication des distractions à disposition des jeunes dans une société où tout est plus facile et plus accessible. Plus personne n'a besoin de l'alibi politique pour sortir de chez ses parents, se réunir avec des amis ou faire la fête. Ensuite, je pense que ce désintérêt est à mettre en parallèle avec le désintérêt global des citoyens pour ce qui ne les touche pas directement et la peine que d'une manière générale chacun éprouve à s'engager pour une idée. Enfin, les grandes idéologies (communisme, syndicalisme ou conservatisme politique...) ont permis au citoyen le plus humble de croire qu'il pouvait changer quelque chose dans la société dans laquelle il vivait. Aujourd'hui, les grands combats d'opinion issus du XIX^e sont terminés sans réponse le plus souvent. Mais, je crois que les jeunes se méfient des recettes de bonheur toutes faites qu'on peut vouloir leur servir.

J. Meizoz: Ce désintérêt me semble particulièrement accentué en Suisse. En France, les lycéens, par exemple, sont plus politisés, plus au fait des enjeux de société. La France a une histoire heurtée, où les conflits sont portés au jour. Notre tradition civique, par contre, de par la fameuse «neutralité», ne nous invite pas à politiser les questions de société. Les options politiques sont souvent occultées par une formulation en termes de nécessités techniques: avec tel budget, on est forcé de faire ainsi, etc. Je suis certain que les jeunes s'intéresseraient davantage à la politique si les politiciens leur parlaient un langage vivant, présentant clairement les options qui engagent leur avenir.

D. Revaz: Votre constat me semble un peu trop négatif. Les jeunes sont capables de s'intéresser et même de se mobiliser pour des causes politiques. Ils le font simplement de manière plus ponctuelle. A titre d'exemple, on peut dire qu'à Saint-Maurice un conseiller général sur 5 a moins de 30 ans ou citer la manifestation contre E 2000.

A côté de ces signes réjouissants, il faut reconnaître que l'intérêt général des jeunes pour la politique peut laisser parfois à désirer. Cette attitude est la conséquence logique d'un désintérêt général pour la vie de la et des sociétés. Les jeunes actuels ont beaucoup de peine à s'engager durablement.

C'est sur un plan local que les jeunes ont souvent l'occasion d'exercer une activité politique. Quel intérêt peuvent-ils trouver à traiter de situations ou problèmes liés à une petite collectivité?

X. Lavanchy: En relation avec ce que je disais en réponse à la première question, il semble que les jeunes ont moins de peine à se motiver pour agir sur un plan local, parce que justement les problèmes d'une collectivité les touchent de plus près que les grands débats souvent plus lointains et plus techniques. Le budget de la Commune de Saint-Maurice est encore à échelle humaine alors qu'un débat sur les déficits de la Confédération peut paraître trop technique et non maîtrisable. Mais je remarque que les jeunes, en tout cas une bonne partie d'entre eux, sont souvent prêts à s'enflammer pour des débats peut-être plus théoriques, mais à leur portée, comme l'Union européenne, l'avortement ou notre attitude face à la drogue.

J. Meizoz: J'ai malheureusement peu d'expérience en ce domaine. Mais il me semble que la politique communale, par exemple, est l'occasion de mettre à l'épreuve les capacités à négocier, à discuter, à prendre des décisions concrètes. Les savoirs professionnels de chacun comptent alors beaucoup, les options politiques y sont moins décisives. Au niveau du législatif cantonal, il s'agit par contre d'envisager les problèmes avec plus de recul, de façon à rester fidèle à un «intérêt général» parfois un peu abstrait.

D. Revaz: Si on a de l'intérêt pour la politique, on en a forcément pour celle qui concerne la collectivité communale puisque les décisions que l'on doit prendre nous touchent directement.

Un politicien ne doit pas choisir les problèmes qui l'intéressent mais tenter de résoudre ceux qui se présentent à lui. Le souci de l'homme politique doit être le bien de la cité et non telle ou telle question. Cela n'empêche cependant pas d'avoir des sujets de prédilection. Il est même souhaitable que les politiciens aient un intérêt particulier pour tel ou tel domaine: ils doivent alors jouer un rôle moteur pour apporter des améliorations et de nouvelles solutions.

Est-il facile, quand on a entre 20 et 30 ans, d'avoir une ligne politique claire? N'est-ce pas trop tôt pour s'engager politiquement? Ne faudrait-il pas avoir quelques années d'expérience professionnelle et humaine pour être mieux en mesure de faire des choix judicieux?

X. Lavanchy: Je crois paradoxalement - je suis peut-être le seul - qu'il est beaucoup plus facile de s'engager en politique âgé de 20 ou 30 ans que plus tard. La prudence n'est alors pas la même. Le jeune en politique peut se permettre l'inconscience, il peut se permettre d'être encore idéaliste, de dire des «âneries»; il a, lui seul, l'excuse de son âge. Je dirais que l'apprentissage politique dans un législatif si petit soit-il est la meilleure des solutions. Le choix personnel n'a pas une importance capitale et le travail d'équipe est la règle. C'est un apprentissage en douceur, très suisse, donc très raisonné. Mais certains individus apprennent plus vite que d'autres.

J. Meizoz: Cela dépend sans doute des gens. C'est un risque de s'enflammer tôt pour une vérité sans faille... Pour ma part, j'ai peu à peu renforcé des options sociales, des valeurs quant aux rapports dans le monde du travail. Je n'ai jamais accepté que l'économie soit laissée à elle-même, à la libre et aveugle concurrence. Je n'ai jamais accepté une domination quelconque comme «normale» ou «naturelle». Cela parce que j'ai baigné dans un milieu syndicaliste ayant une longue tradition politique (quatre générations de députés). Mon grand-père, ouvrier d'usine, nous a transmis le goût de la lecture et du débat, invités à penser la société au-delà de l'égoïsme de l'instant. Toute une culture politique socialiste, un peu délaissée aujourd'hui, a longtemps fonctionné: la bibliothèque du parti, dans mon village, possédait la première édition de la *Politique* de Rousseau, Feuerbach en allemand, les penseurs sociaux français, etc. C'était une culture laïque et moderne qui a nourri le monde ouvrier.

Quant aux expériences professionnelles et humaines, dans mon cas, elles n'ont fait que renforcer ces options. Feuilletez le *Livre Blanc* de David de Pury, écoutez Armand Lombard, Hans Tietmeyer, ces notables de la calculette, lisez un rapport du Vorort: vous aurez bien vite compris à quelle sauce on vous apprête.

D. Revaz: Il n'est pas facile d'avoir une ligne politique claire, du moins sans tomber dans un extrémisme, qu'il soit de droite ou de gauche. Cependant, ce constat est valable pour toutes les personnes qui ont de l'intérêt pour la politique et ne se vérifie pas qu'avec les jeunes. Du point de vue du développement de la personnalité, il me semble que la seule condition à remplir est l'acquisition d'un bon sens critique. Mais pour être un bon politicien, il faut avoir de nombreuses autres qualités...

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'avoir plusieurs années d'expérience professionnelle derrière soit pour s'engager en politique. Il est

souhaitable que les plus jeunes, comme les plus âgés, puissent se faire entendre. S'il est vrai que la personnalité d'un jeune, et par conséquent sa manière de voter, vont évoluer, il est aussi vrai que le politicien de 50 ans peut aussi découvrir le monde sous un autre jour et changer d'avis dans les années restantes de sa vie.

Notre monde politique est constitué de différents partis auxquels sont presque tenues de s'associer les personnes qui entendent jouer un rôle politique. Ne pensez-vous pas que cette situation peut avoir un effet dissuasif auprès des jeunes tentés de s'engager politiquement?

X. Lavanchy: Je ne crois pas que l'existence de partis auxquels il faut s'affilier pour exister politiquement dissuadent les jeunes de s'engager, je considère cet argument comme spécieux. Je crois par contre que les partis ont un sérieux effort à faire pour se rapprocher de la réalité des citoyens, et des jeunes, et d'oser ne pas privilégier systématiquement la chasse aux voix. C'est très certainement un pieux souhait un brin banal. Personnellement, le plus grand reproche que je ferais aux partis de notre microcosme helvétique, et cela se retrouve à tous les échelons, c'est de gérer et de ne plus rêver et faire rêver, c'est de ne plus oser être original et visionnaire. A trop vouloir être réaliste, on en devient triste, gris et repoussant.

J. Meizoz: Sans doute, il y a bien des jeunes pour qui un parti est perçu comme un corset, une contrainte. Mais qu'ils essayent de se faire entendre, socialement, hors d'une structure organisée... Je ne crois pas, du point de vue politique, à l'individualisme. L'anarchisme individualiste qui prévaut chez nombre de petits employés, mais aussi chez certains intellectuels «revenus de tout» comme l'on dit, m'afflige. Il s'agit de s'unir pour défendre des directions, des options, non pour proférer des vérités d'appareil. On se regroupe par affinités sociales, émotionnelles, intellectuelles. Dans le parti socialiste, la dispute - au sens premier du mot: la discussion réglée des opinions - est sans cesse suscitée, car nous n'avons nulle prétention à une vérité supra-humaine. Personne ne nous demande d'allégeance aveugle, même au Grand Conseil où le parti doit plus que jamais jouer l'unité, au vu de sa modeste représentation.

D. Revaz: Non. Si les partis n'avaient pas le souci de présenter de jeunes candidats, les jeunes seraient exclus du monde politique. Je suis tout à fait conscient de l'image parfois négative de l'affiliation à un

parti, mais aucun jeune ne se présenterait spontanément à une élection!

De plus, une fois élu, le jeune, tout comme ses collègues plus âgés, a besoin du soutien d'un groupe politique pour faire passer ses idées.

Que pensez-vous globalement, de la société occidentale? Etes-vous plutôt optimiste ou pessimiste quant à son évolution?

X. Lavanchy: C'est une très vaste question à laquelle je me sens bien incapable de répondre. Mais puisque je défends le rêve, je ne peux pas ne pas rêver. Je souhaite donc un monde qui devienne plus solidaire, qui prenne conscience que la direction «censitaire» n'est pas nécessairement la bonne, je rêve aussi que les pays riches s'inquiètent sérieusement des scandales de la misère, de la faim, et pourquoi pas, je vois aussi les être humains devenir plus tolérants envers ceux qui ont une différence et plus accueillants envers les plus petits parmi eux. Finalement, c'est peut-être une réponse à la question posée.

J. Meizoz: La question est trop philosophique pour moi. Disons que je suis raisonnablement pessimiste. Le néolibéralisme et son cortège de cruelles conséquences (écologiques, économiques, sociales, intellectuelles) est à mon sens, actuellement, le plus grand danger mondial. Mais désespérer, c'est perdre son temps. A nous d'agir, chacun à notre échelle: nous sommes tous responsables du lendemain. Un graffiti contre les options de la Banque mondiale m'émeut. Dix femmes manifestant pour réclamer justice contre Pinochet n'agissent pas en vain. Je connais des militants d'un tel courage, d'une telle force morale, que mon optimisme en est tout ragaillardi !

D. Revaz: Votre question mériterait une réponse de plusieurs pages avec une discussion sur ce que devrait être la société idéale! Ma réponse, limitée dans l'espace, est donc forcément incomplète.

On dit habituellement de notre société qu'elle a perdu les vraies valeurs et qu'elle est corrompue par la soif de consommation et d'aisance matérielle. Je ne partage pas ce pessimisme parce qu'il surestime certainement la vertu des générations qui nous ont précédés.

Quant à l'évolution de l'Occident, je suis convaincu qu'elle sera marquée encore longtemps par l'héritage du Christianisme, de la civilisation romaine et de la philosophie grecque.